

La France et sa politique africaine

samedi 20 janvier 2024, par [MARTIAL Paul](#) (Date de rédaction antérieure : 4 octobre 2023).

À l'exception du Soudan, les récents coups d'État en Afrique se sont tous déroulés dans les anciennes colonies françaises. Si les situations sont bien différentes entre le Mali, le Burkina Faso, le Tchad, la Guinée, le Niger ou le Gabon, ces pronunciamientos ont suscité à Paris des interrogations sur la politique française en Afrique. Une thématique habituellement peu abordée dans les grands médias, les partis politiques quel que soit leur bord ou à la représentation nationale.

Sommaire

- [Préserver les intérêts de la](#)
- [Crise de la politique néocolon](#)
- [Une profonde évolution des](#)
- [Compétition interimpérialiste](#)

Le président français Macron et son homologue gabonais Ali Bongo, au palais présidentiel à Libreville, le 1^{er} mars 2023. Une image illustrant le paternalisme colonial de la France. © AFP / Ludovic Marin.

La manière dont le sujet a été très majoritairement traité illustre le lien que la France entretient avec ses anciennes colonies. L'idée générale est que Paris est en train de perdre l'Afrique. Comme si ce continent, ou du moins une partie de celui-ci, continuait d'appartenir à l'ancienne puissance coloniale en dépit des six décennies d'indépendance. Il existe un consensus parmi les grandes forces politiques, qu'elles soient de droite ou de gauche, considérant que la France par son histoire commune avec ses anciennes colonies, aurait une responsabilité particulière - qui justifierait ses interventions militaires. Ainsi, lors du débat à l'Assemblée nationale en 2013, aucun député n'avait voté contre la reconduction de l'opération Serval, la première intervention militaire au Mali, suivie plus tard d'une seconde sur l'ensemble du Sahel baptisée opération Barkhane. Un des député-es, pourtant classé le plus à gauche, déclarait à cette occasion : « *L'enjeu était essentiel : empêcher que les Maliens se voient imposer un régime de terreur et préserver la stabilité du Sahel. [...] Notre soutien s'est ainsi assorti d'un certain nombre de réserves, mais incontestablement, nos troupes ont enregistré des succès importants sur le terrain.* » [1]

Préserver les intérêts de la France

Cette situation résulte du processus de décolonisation qu'a institué la France au début des années 1960. Les autorités françaises avaient perçu que le maintien des colonies devenait de plus en plus coûteux politiquement. L'idée était donc d'accorder une indépendance formelle tout en maintenant les liens de subordination qui structuraient la relation coloniale. Cette politique avait même un nom, la Françafrique. Les commentateurs parlaient d'indépendance du drapeau, où seul ce dernier changeait.

Cette subordination s'est formalisée à partir d'accords entre États qui garantissaient à la France sa présence militaire, le contrôle de la monnaie à travers le maintien du Franc CFA (voir encadré), le monopole de l'accès aux matières premières, particulièrement le pétrole et l'uranium. En parallèle, des cohortes de coopérants français étaient présents dans les principaux ministères. Tous les chefs d'État « bénéficiaient » de conseillers politiques français. La situation en était parfois caricaturale comme en témoigne un des autocrates le plus fidèle à la France, le président congolais Denis Sassou Nguesso. Lors de sa visite à son homologue centrafricain Kolingba dans les années 1990, il expliquait : « *Lui ne faisait même pas semblant de diriger. Quand nous, chefs d'États voisins, arrivions à l'aéroport, c'est un certain commandant français, Mansion, qui se présentait en short et en chemisette, pour nous accueillir* » [2]

Autre anecdote tout aussi révélatrice, l'existence sous le règne de Félix Houphouët-Boigny, en Côte d'Ivoire, d'un couloir souterrain reliant l'ambassade française avec le palais présidentiel.

Le pré carré africain de la France a évolué. Il englobera les pays francophones issus de la colonisation belge. Un pré carré considéré comme le domaine réservé du Président français. Ce dernier pouvait déclencher autant d'opérations militaires qu'il jugeait nécessaires (voir encadré).

On trouve un cas similaire avec la doctrine Monroe qui a fondé les relations entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine. Elaborée au XIX^e siècle, elle a évolué progressivement pour construire les fondements de la politique de Washington vis-à-vis des pays du continent sud-américain considéré comme chasse gardée étatsunienne.

La Françafrique a évidemment évolué mais les fondamentaux sont restés. On peut distinguer quatre axes : une présence militaire, le maintien d'un contrôle monétaire, un soutien au pouvoir en place et une solidarité diplomatique. Certes il y a eu tout au long de l'histoire des changements. Ce que la France pouvait faire impunément, par exemple prêter main-forte pour rétablir la dictature de Léon Mba au Gabon en 1964, ou au contraire renverser en Centrafrique Bokassa qui se rapprochait dangereusement de la Libye de Kadhafi, est désormais bien plus difficile, notamment après la complicité de l'armée française dans le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994.

Concernant le Franc CFA, les autorités françaises ont dû accepter des évolutions dans la gestion de cette monnaie. Enfin, au plan diplomatique, la France n'a plus le leadership sur ses anciennes colonies, comme on a pu le voir dans le vote condamnant l'agression de la Russie en Ukraine où des pays comme le Sénégal, le Togo, le Cameroun ou la République du Congo, alliés traditionnels de la France, se sont abstenus.

Crise de la politique néocoloniale de la France en Afrique

La profonde crise de l'impérialisme français en Afrique a été cachée par les soi-disant succès militaires de l'armée française au Mali avec l'opération Serval. Pour rappel, l'intervention impérialiste en Libye de la Grande-Bretagne et de la France, soutenue par les États-Unis, a eu pour effet de totalement déstabiliser la région. Nombre de Touareg originaires du Mali, intégrés à l'armée de Kadhafi, sont retournés dans leur pays avec armes et bagages au sens propre. Ils ont entamé une guérilla qui en a favorisé une autre, celle des djihadistes.

Pour contrer l'avancée des rebelles islamistes, le président malien de l'époque, Amadou Toumani Touré, a sollicité une intervention armée de la France. Celle-ci eut lieu sous le nom d'opération Serval. Cette intervention n'a nullement terrassé les terroristes comme l'ont prétendu les autorités françaises. Elle a eu pour effet de fragmenter les forces djihadistes qui se sont éparpillées dans le nord du pays. Puis l'opération Serval s'est transformée en opération Barkhane avec un

accroissement géographique de son champ d'intervention sur la bande sahélo-saharienne. Barkhane intervenait sur trois pays, le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Qui ont depuis tous connu un coup d'État.

Malgré les promesses, l'armée française a été dans l'incapacité de rétablir une situation sécuritaire acceptable pour les populations. Au contraire, elle a considérablement empiré au point que les différents groupes armés contrôlent près des trois quarts du territoire malien aux dires d'Alioune Tine, un expert mandaté par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, et plus de 40 % au Burkina Faso. Cet échec a entaché la crédibilité de la France.

Mais les ressentiments d'une grande partie de la jeunesse africaine contre la politique française sont bien antérieurs. Un des anciens présidents de la République française, Nicolas Sarkozy, avait défrayé la chronique lors de son discours de Dakar en 2007. Il déclarait que l'Afrique n'était pas rentrée dans l'histoire. Cette affirmation reprenait la vision de Hegel du continent et a été battue en brèche par les historiens depuis des décennies. Toujours dans le même discours, il considérait que la colonisation avait eu des aspects positifs. Très récemment Bruno Retailleau, président au Sénat du groupe conservateur Les Républicains, évoquait les belles heures de la colonisation.

Avec Emmanuel Macron l'arrogance continue. Une fois il lance une blague humiliante vis-à-vis de son hôte et homologue burkinabé, une autre, il disserte sur le taux de fécondité trop élevé des femmes africaines qui serait la source des difficultés de l'Afrique. En République démocratique du Congo (RDC), il déclare que ce pays est incapable de défendre sa souveraineté, que la France n'y est pour rien, omettant de dire que la crise sécuritaire est en grande partie la conséquence de l'opération Turquoise. En effet la France a exfiltré en RDC des milliers de génocidaires du Rwanda qui ont mis à sac la région du Kivu. En début d'année 2020, comme il le ferait pour les préfets de département, Macron convoque les présidents africains du Sahel à Pau, pour les tancer. Ces derniers ne défendraient pas assez les troupes françaises intervenant dans leur pays.

À cela s'ajoute la politique migratoire répressive de la France, les mesures islamophobes sous prétexte de laïcité et sa politique à géométrie variable. Paris condamne les coups d'État du Mali, du Burkina ou du Niger mais adoube au Tchad la prise de pouvoir par le fils du dictateur défunt Idriss Déby, fait des déclarations ronflantes sur la démocratie en Afrique tout en félicitant les autocrates élus suite à des farces électorales ou/et des manipulations constitutionnelles.

La France apparaît comme un pays accroché à sa politique néocoloniale. Le dernier épisode en date est le Niger. Sous prétexte de ne pas reconnaître le gouvernement mis en place par les putschistes, les autorités françaises maintiennent son ambassadeur pourtant déclaré persona non grata, et refusent de faire partir ses 1 500 militaires stationnés à Niamey. Une position incohérente car toutes les opérations conjointes contre les djihadistes entre l'armée nigérienne et française sont annulées. Devant les mobilisations des Nigériens qui bloquaient l'ambassade de France et la base militaire, les autorités françaises ont dû reculer et annoncer le départ des troupes avant la fin de l'année. Dans le même temps, le gouvernement Macron s'aligne sur l'aile la plus belliciste de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) favorable à une intervention militaire. La vigilance est de mise car même pendant la période de retrait, l'emprise française pourrait toujours être une base de soutien à une opération militaire de la Cédéao. Une hypothèse plausible. En effet le Monde nous apprend qu'une intervention française était prévue pour libérer le président déchu Mohammad Bazoum, et fut annulée au dernier moment à sa demande. D'autres exemples existent sur l'interférence de l'armée française dans des problèmes internes des pays africains. Ainsi l'opération Licorne en Côte d'Ivoire prévue initialement pour maintenir la paix entre rebelles menés par Alassane Ouattara et le gouvernement de Laurent Gbagbo, a été utilisée pour renverser ce dernier en 2011. Plus près de nous, en 2019, l'armée française a bombardé les colonnes du mouvement rebelle Union des forces de la résistance (UFR) et ainsi sauvé la mise à la dictature

d'Idriss Déby au Tchad.

La politique jusqu'au-boutiste de la France la mène à une diplomatie indigne. Dernièrement toutes les scènes artistiques publiques doivent cesser toute coopération avec les artistes du Niger, du Burkina Faso et du Mali. Les visas des étudiants de ces trois pays sont suspendus. Comme si artistes et étudiants étaient responsables des coups d'État dans leur pays.

Opérations militaires

Les interventions militaires françaises se suivent et se ressemblent. Les arguments restent toujours les mêmes, le maintien de la stabilité de la région, la préservation de l'ordre constitutionnel, la sauvegarde des ressortissants français ou européens ou la lutte contre le terrorisme. Cependant il s'agit surtout de maintenir au pouvoir des gouvernements, pour la plupart des dictatures et assurer ainsi l'ordre néocolonial.

- 1962 - intervention militaire au Sénégal pour maintenir Léopold Sédar Senghor au pouvoir et maintenir l'ordre dans le pays.
- 1964 - les parachutistes interviennent à Libreville au Gabon pour sauver la dictature de Léon Mba.
- De 1968 à 1972 - les troupes françaises opèrent au Tchad pour mater la rébellion au Tibesti.
- 1977 - Opération Mazurka : mise en place d'un pont aérien contre la rébellion de Shaba et pour la défense de Mobutu.
- 1977 - Opération Lamantin : intervention en Mauritanie contre le Front Polisario.
- 1978 - Opération Tacaud : intervention au Tchad avec envoi de 2 000 hommes pour rétablir l'ordre et la stabilité du pays (l'opération durera deux années).
- 1978 - Opération Bonite : deuxième intervention au Zaïre lors de la guerre au Shaba, 600 parachutistes sautent sur Kolwezi.
- 1979 - Opération Caban : intervention en Centrafrique pour destituer Bokassa.
- 1983-1984 - Opération Manta : intervention de 3 000 militaires au Tchad pour défendre Hissène Habré contre Goukouni Oueddeye.
- 1986 - Opération Épervier : intervention aérienne dans le Nord du Tchad à Ouasi-Doum et installation d'un dispositif aérien à N'Djaména.
- 1986 - Intervention au Togo pour défendre la dictature de Gnassingbé Eyadéma.
- 1989 - Opération Oside : intervention de 200 militaires aux Comores.
- 1990 - Opération Requin : intervention des troupes française à Libreville et Port-Gentil au Gabon pour mater les émeutes.
- 1990-1993 - Opération Noroît : envoi de 600 soldats pour défendre la dictature de Juvénal Habyarimana contre le Front Patriotique Rwandais (FPR).
- 1991 - Intervention au Zaïre lors d'émeutes.
- 1991 - Opération Godoria : sécurisation de Djibouti, base militaire française sur la corne de

l'Afrique.

- 1992-1994 - Opération Turquoise : 500 parachutistes interviennent au Rwanda juste avant le déclenchement du génocide, puis 2 500 après pour mettre en place notamment l'exfiltration des principaux coupables du génocide.
- 1995 - Opération Azalée : intervention aux Comores de près de 1 000 soldats.
- 1996 - Opérations Almandin 1 et 2 : deux interventions successives regroupant plus de 2 000 militaires en Centrafrique.
- 1997 - Opération de représailles contre des combattants centrafricains suite à la mort de deux soldats français.
- 1997 - Opération Pélican : interventions successives au Congo Brazzaville employant plus d'un millier de militaires.
- 1998 - Installation d'un dispositif militaire au Congo Kinshasa
- 1999 - Opération Khor Angar : intervention à Djibouti de sécurisation du port et de l'aéroport.
- 2002 - Opération Licorne : intervention en Côte d'Ivoire autour de quatre mille soldats.
- 2003 - Opération Boali, suite aux troubles en République centrafricaine
- 2003 - Opération Artémis : intervention au Congo Kinshasa notamment dans le nord-est du pays en Ituri.
- 2007 - Opération Alcyon : intervention maritime en Somalie.
- 2009 - Opération Sabre au Burkina Faso.
- 2011 - Opération Harmattan : destitution du colonel Kadhafi.
- 2013 - Opération Serval au Mali.
- 2013 - Opération Sangaris en République centrafricaine.
- 2014 - Opération Barkhane dans la bande sahélo-saharienne.
- 2016 - Opération Sirli en Égypte : initialement contre djihadistes, détournée par les autorités égyptiennes pour neutraliser des simples contrebandiers.

Une profonde évolution des pays africains

Le ressentiment contre la France et plus globalement contre les pays riches s'explique aussi par les changements profonds que vivent les pays africains.

La vague de démocratisation initiée dans les années 1990 s'est opérée en même temps que les politiques d'ajustements structurels imposés par les institutions financières internationales. Et pour les pays du Franc CFA, le ministère des Finances français a décidé en 1994 une dévaluation de la moitié de sa valeur, entraînant des baisses de niveau de vie considérables. Les gouvernements

africains ont montré leur incapacité à initier une autre politique économique. Non seulement ils se sont soumis aux exigences de la Banque Mondiale et du FMI mais la plupart de leurs membres en ont largement profité lors des privatisations des pans entiers de l'économie. Cela a entraîné parmi les populations, d'une part, une déconsidération des politiciens qui profitent d'une démocratie factice et, d'autre part, une certaine popularité des coups d'État.

Des évolutions profondes ont vu le jour sur le continent. Les relations entre éleveurs et agriculteurs se sont largement détériorées, du fait de la crise climatique. Les conflits autour des points d'eau et des terres sont source de violents conflits qui pour certains se communautarisent. C'est un terrain fertile pour les différents groupes islamistes qui tirent parti de ces divisions et souvent les alimentent. Parfois, leur politique vise à remettre en cause les hiérarchies sociales de certaines sociétés africaines. C'est le cas notamment pour les islamistes de la Katiba Macina présents au centre du Mali. Ils s'adressent principalement aux pasteurs peuls défavorisés. Ils remettent en cause les sommes à payer pour le pâturage des troupeaux, mais aussi critiquent les marabouts, dignitaires religieux, pour leur cupidité. Certains observateurs d'ailleurs n'hésitent pas à qualifier les luttes djihadistes dans le centre du Mali de lutte radicale des populations rurales pauvres.

D'autres changements se font jour avec la contestation des subordinations sociales, qu'elles soient liées au lignage servile, c'est-à-dire les familles descendantes d'esclaves, ou aux cadets qui ont un devoir de soumission aux aînés. Les luttes des femmes en ville mais aussi dans les campagnes et qui ont, en Afrique de l'Ouest à l'image de la Sierra Léone, remporté des succès sur la question du droit des femmes à posséder la terre.

La conséquence de ces évolutions est que les populations, notamment les plus jeunes, ne sont plus disposées à vivre comme avant. Les discours proposant une alternative crédible à des gouvernements mal élus et corrompus bénéficient d'un assentiment d'une jeunesse sans perspectives. Ces discours sont portés au Sahel par les islamistes armés ou non, et par les putschistes qui utilisent une rhétorique nationaliste. Il existe un point commun entre ces deux tendances, la défiance contre l'Occident.

Les autorités françaises ont été incapables de mesurer et de tenir compte de ces profonds changements. Pour prendre un seul exemple, lors de l'opération Barkhane, la France a imposé sa solution, celle d'un règlement militaire du conflit. Pourtant au Mali, la Conférence d'entente nationale qui avait commencé ses travaux en 2017, s'était positionnée pour l'ouverture de négociations avec les rebelles islamistes, au moins ceux qui étaient maliens. En 2019, lors de la tenue du dialogue national inclusif, de nouveau la même requête a été formulée par les organisations de la société civile. La France s'y est opposée avec constance. Elle a imposé sa politique, celle du tout sécuritaire avec le succès que l'on connaît. Ironie de l'histoire, les putschistes des pays sahéliens dont la verve anti-française est avérée ne font que reprendre les mêmes recettes, se refusant à essayer de traiter politiquement les conflits qui sévissent dans la région.

Compétition interimpérialiste

Là où la France était considérée comme le garant de la stabilité en jouant son rôle de gendarme de l'Afrique, la débâcle de l'intervention militaire au Sahel rebat les cartes. Si la présence chinoise se manifeste au niveau économique, elle est aussi de plus en plus militaire à travers sa base à Djibouti, ses formations militaires d'officiers africains ainsi que les ventes d'armes. Il en va de même pour la Russie, qui depuis 2014 fait un grand retour sur le continent, bénéficiant à la fois d'un passé de solidarité anticoloniale, d'une politique qui s'oppose à l'Occident et de la faiblesse de l'impérialisme français. Rappelons que c'est sur les conseils de la diplomatie française, qui aux Nations unies

maintenait son veto sur les importations d'armes à destination de ce pays, que le gouvernement de la République Centrafricaine s'est tourné vers les Russes. Flairant la bonne occasion Sergueï Lavrov a proposé au Président centrafricain Faustin-Archange Touadéra un partenariat militaire avec l'implantation de de la milice Wagner.

Les États-Unis aussi prennent leur distance avec la politique française en Afrique. Le cas du Niger est révélateur. Washington qui possède une importante base militaire a choisi la négociation avec les putschistes plutôt que la confrontation comme le fait la France. Au-delà de la nécessité de préserver sa présence dans le pays, les États-Unis tirent un bilan négatif de la stratégie de lutte contre le terrorisme mise en œuvre par Paris au Sahel.

Si la France fait figure en Afrique d'un empire en déclin, son pouvoir de nuisance contre les populations reste cependant important. Comme en témoignent ses différents soutiens aux autocrates africains, au Tchad, au Togo, au Sénégal, en Côte d'Ivoire etc. D'où la nécessité pour les forces progressistes de maintenir une lutte intransigeante contre le néocolonialisme de la France en Afrique et d'abrèger l'agonie de la Françafrique qui est décidément bien trop longue.

PAUL MARTIAL

Le Franc CFA

Les noms successifs du franc CFA témoignent de la volonté des autorités françaises d'opérer des changements cosmétiques sans rien céder sur le fond.

De Franc des Colonies françaises d'Afrique, il est passé au Franc de l'Afrique Occidentale française pour s'appeler enfin Franc de la Communauté financière en Afrique. Nom bien plus acceptable.

Il existe deux Francs CFA, l'un utilisé par les pays de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo), l'autre par les pays d'Afrique Centrale (Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République du Congo et Tchad)

Avant la dernière réforme, le système du Franc CFA reposait sur trois piliers :

- L'obligation pour les pays de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) de déposer la moitié de leur réserve de change au Trésor public français.
- La présence des représentants français du ministère de l'Économie et des finances dans les instances de décision de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) qui fonctionnait au consensus - donnant de fait un droit de veto à la France.
- Une parité fixe du franc CFA à l'euro.

Le Franc CFA est devenu le symbole des survivances coloniales françaises en Afrique et objet d'importantes luttes sur le continent.

En déclarant : « J'ai entendu les critiques, je vois votre jeunesse qui nous reproche de continuer une relation qu'elle juge postcoloniale. Donc rompons les amarres » Macron va tenter de réformer uniquement le Franc CFA d'Afrique de l'Ouest en le remplaçant par l'ECO. Cette dernière qui devait être lancée en 2020 a été reportée sine die.

Bref, 60 ans après, les amarres ne sont toujours pas rompues !

P.-S.

- Inrecof numéro 713 (octobre 2023). 4 OCTOBRE 2023 :
<https://inprecor.fr/node/3720>

Notes

[1] Explication de vote de François Asensi (Front de gauche) au nom du groupe parlementaire Gauche démocrate et républicaine. Cf. : Assemblée nationale, XIV^e législature, session ordinaire de 2012-2013, compte rendu intégral, séance du lundi 22 avril 2013.

[2] « On s'en prend à l'Afrique parce qu'elle est faible » - Denis Sassou-Nguesso, Paris Match, 17 décembre 2013.